



Résistances

ATTAC Biterrois

enkidou@orange.fr Réunions les
1^{er} et 3^{ème} lundis du mois
à Béziers. 18h30,
13bis bd Duguesclin, Béziers.
Renseignements Alain

06 23 79 36 76

ATTAC Jaur Sommail Lacigale-

stpons@wanadoo.fr Réunions le
2^{ème} mercredi de chaque mois au
tabac La Cigale (Route de Castres
à Saint Pons) à midi et demi.

Renseignements Pierre 04 67 97
17 88

Permanence mercredi sur le marché
de Saint Pons

ATTAC Bédarieux Réunions le
2^{ème} jeudi de chaque mois.

Renseignements Denis : 04 67 95
14 99

SITE ATTAC BEZIERS :
<http://attacbeziers.free.fr>

Les vraies questions sur les retraites.

Il est vrai que le nombre de retraités va augmenter plus vite que le nombre d'actifs. Dans la logique d'un système par répartition, il faut alors augmenter les ressources pour accompagner ce mouvement. Parce que si on refuse d'augmenter la part du revenu national qui est consacrée aux retraites, alors il devient inévitable que ce que chacun reçoit diminue.

Il y a une règle de plomb qui dit que les cotisations retraite, qui représentent aujourd'hui environ 13 % du revenu national, ne doivent pas dépasser cette proportion. C'est sur cette base que l'on calcule les déficits à venir. C'est ça qui verrouille tout.

Aujourd'hui, c'est ce choix qui guide toutes les « réformes » des retraites, dans tous les pays européens.

L'alternative consiste à dire qu'il faut augmenter la part des richesses produites qui va aller aux retraités : cela signifie qu'il faut modifier la répartition des revenus ; et pour cela, augmenter les cotisations.

Comment cotiser plus longtemps alors qu'arrivés à un certain âge, les gens n'ont plus de travail ? Grosso-modo, 60 % des gens qui font valoir leurs droits à la retraite ne sont plus en situation d'emploi aujourd'hui. Donc si on allonge la durée de cotisation tout en sachant que les gens ne pourront pas travailler, ils partiront plus tard, et avec une retraite plus basse.

On nous dit : « on vit plus longtemps, donc on peut travailler plus longtemps »...

Cela pourrait se discuter, dans l'abstrait. Mais tant qu'on n'a pas le plein emploi, pour les seniors en particulier, cela n'a pas de sens.

Faisons reculer le chômage d'abord, car vu l'état du marché du travail travailler plus longtemps est illusoire.

C'est ce curseur-là qu'il faut faire bouger, sauf à vouloir appauvrir les retraités.

Depuis 20 ou 30 ans, la répartition de la valeur ajoutée s'est déplacée vers les profits – mais pas vers les profits qui s'investissent : vers ceux qui vont aux actionnaires. Les dividendes versés par les entreprises représentaient 4 % de leur masse salariale au début des années 80, aujourd'hui c'est 13 %. C'est là-dessus qu'il faut jouer, c'est la question clé. Il faut prendre en tenaille les dividendes : soit on élargit l'assiette en faisant cotiser les revenus qui ne cotisent pas ou peu aujourd'hui, soit on met une taxe sociale directement sur les dividendes.

Il n'y a pas de système miracle qui permettrait de financer les retraites sans modifier leur mode de financement. Avec les systèmes par points, on sait ce qu'on verse, mais ce qu'on touchera dépendra des capacités des régimes à verser les pensions.

(suite de l'article au verso)



Résistances est un art collectif.
Supplément à Ligne d'ATTAC.

Envoyez vos articles pour le
prochain journal à
serge.rec@orange.fr ou à A
Fauré, 19 chemin du Mas Bouran,
34290 Servian

C'est quasi-invisible et indolore, alors qu'aujourd'hui, chaque ajustement entraîne un débat politique, social.

Toutes les propositions, système par points, compte individuel, épargne à construire soi-même, empêchent de comprendre qu'il s'agit d'un problème global, de solidarité, un choix de société qui ne dépend pas des comportements individuels.

Le processus de « réforme » permanent entretient l'incertitude sur ce qui va se passer dans 20 ou 30 ans. Les générations les plus jeunes ne croient plus à la retraite : c'est là-dessus que l'épargne privée compte pour se développer. C'est ainsi qu'on fabrique l'impossibilité de fonctionnement du système par répartition.

Compte rendu d'un article de Michel Husson

Et si les salaires dépendaient davantage de l'utilité sociale ?

Trois économistes anglais de la New Economic Foundation (Eilis Lawlor, Helen Kersley et Susan Steed) ont publié en décembre 2009 une étude qui pose le vrai problème des inégalités sociales et de leurs injustices.

Ces économistes partent du fait que les rémunérations sont fonction du rendement monétaire, pour faire simple, qu'elles sont fonction du :

« Que rapportez-vous aux actionnaires ? »

Leur étude est donc partie d'un autre point de vue pour apprécier les rémunérations :

« Que rapportez-vous à la société ? »

Ils ont pris en compte, non plus le rendement actionnarial du métier, mais l'utilité sociale des métiers.

Et de comparer la rémunération de certains métiers, sélectionnés aux deux extrémités de l'échelle des revenus, à la « valeur sociale » qu'engendre leur exercice.

Là, leurs résultats sont spectaculaires :

- Pour un ouvrier du recyclage payé 6,10 livres sterling de l'heure (environ 7 euros), ils estiment que pour 1£ dépensée en salaire, il génère 12£ de valeur pour l'ensemble de la collectivité.
- En revanche, rétribués entre 500 000 et 10 millions de livres, les grands banquiers d'affaires détruisent 7 livres de valeur sociale pour chaque livre de valeur financière créée.

- Un publicitaire, quant à lui détruit 11.50£ de valeur sociale, chaque fois qu'il engendre 1£ de valeur.
- Un agent de nettoyage du service hospitalier « produit » pour chaque £ de son salaire, plus de 10£ de valeur sociale (source du British Medical Journal).
- La palme revient au conseiller fiscal, véritable détrousseur social : son art de priver la collectivité du produit de l'impôt, lui permet de détruire 47 fois plus de valeur sociale qu'il n'en crée.

Et ces économistes concluent que le bilan collectif des activités les mieux rétribuées s'avère souvent négatif, ce que suggérait déjà la tempête financière déchaînée depuis 2008...

Baptisée « retour social sur investissement », la méthode utilisée pour quantifier la valeur générée par un emploi prend la théorie économique standard à son propre piège.

Ces économistes ont voulu opposer la création de valeur pour la société à la création de valeur pour l'actionnaire, et suggérer le bouleversement du mode de rémunération qui valorise, en les surpayant, certaines des professions les plus nuisibles, et, symétriquement, décourage des activités profitables au plus grand nombre.

Au Royaume-Uni, un rapport gouvernemental récent (janvier 2010) constate que les 10% les plus riches possèdent 97 fois ce que les 10% les plus pauvres.

Pour lutter contre ces inégalités de revenus, on connaît les 2 remèdes :

- une fiscalité d'écrêtement des hauts revenus
- une restriction du libre-échange pour relâcher la pression sur les bas salaires.

Mais ces 2 remèdes sont bannis de la pensée libérale, qui au contraire, plafonne les impôts des hauts revenus et demande une accélération du processus de libéralisation des échanges internationaux (un des derniers discours des membres du G20).

Tiré d'un article du Monde diplomatique de
Pierre Rimbert

Le plus vieux mensonge du monde

Comme vous l'avez peut-être deviné il s'agit de la prostitution. Elle n'a pas toujours existé. Elle est datée d'environ -600 avant notre ère. Elle est apparue avec les Cités-Etats. Elle a été sacrée et organisée par des religions comme en Grèce. Elle ne se trouve pas partout : certaines microsociétés l'ignorent.

Ce n'est pas un choix mais une contrainte à différents degrés. 80 à 90 % des prostituées sont contrôlées par des trafiquants. La violence des réseaux s'est accentuée dans les années 1990 et la prostitution a augmenté avec la crise notamment l'occasionnelle. La prostitution a explosé dans les pays où elle est légale : en Espagne, aux Pays-Bas. Beaucoup de prostituées viennent du Niger, de l'Europe de l'Est, du Maghreb. Elles sont vendues 6 à 7 fois avant d'arriver en France. Un grand nombre ont subi des violences physiques ou psychologiques dans leur enfance, ressentent un besoin d'autodestruction et commencent en étant mineures.

Les Etats adoptent diverses positions par rapport à la prostitution. Certains sont abolitionnistes c'est-à-dire qu'ils autorisent la prostitution entre adultes consentants. D'autres sont prohibitionnistes et l'interdisent. D'autres enfin la réglementent. La France fait les 3 en même temps. Depuis 1999 la Suède a mis en place un 4^{ième} système : le néo-abolitionnisme basé sur la prévention et l'interdiction avec une véritable éducation à la sexualité, le respect de la dignité humaine, l'interdiction d'achat sexuel. Les proxénètes et les clients sont des délinquants mais pas les prostituées.

En effet la prostitution a trois têtes, les clients, les proxénètes et les prostituées. Si les hommes fréquentent les prostituées c'est un fait culturel et non naturel. Ils participent à la violence exercée sur les prostituées (5 à 10 passes par jour ou soirée). Pourquoi ont-ils autant de problèmes avec leur sexualité ? Il faut trouver des solutions humanistes pour les hommes en manque d'affection.

La prostitution activité très juteuse s'est mondialisée et rapporte aujourd'hui davantage que la vente d'armes ou de drogue aux trafiquants. A Béziers plus de 70 personnes se prostituent et la concurrence sur certains sites est rude. Pourquoi les pouvoirs publics ne mènent-ils pas une véritable politique de défense des droits humains et de réinsertion vis-à-vis des prostituées ?

Marielle

Actionnaires ou salariés, France Télécom a choisi.

France Télécom occupe souvent la scène médiatique, et dans des domaines bien opposés. Au début de l'année, FT était sur la sellette pour le nombre de suicides parmi ses employés :

35 en 2 ans, et 5 déjà pour janvier et février 2010... Même son directeur général promettait de voir ce qui n'allait dans le travail de l'entreprise...

En même temps, fin février, on apprenait que France Télécom versait l'intégralité des bénéfices à ses actionnaires ! Et même plus encore : France Télécom a un résultat bénéficiaire de 3.47 milliards d'euros, mais versera 3.65 milliards d'euros de dividendes à ses actionnaires ! L'entreprise va puiser dans ses réserves voire s'endetter pour gâter ses actionnaires.

France Télécom a pour actionnaire principal, l'Etat, plus de 30% du capital, de quoi intervenir dans les décisions de cette société.

On est bien loin du discours de Sarkozy, prônant la « règle » des 3 tiers : 1/3 pour l'investissement, 1/3 pour les salariés et 1/3 pour les actionnaires.

La devise de France Télécom est « Tout pour les actionnaires » et du « mal vivre » pour les salariés : intimidation, déplacements contraints, stress, souffrance sociale, médecine du travail bafouée.

Et ceci, avec la bénédiction de l'Etat.

On est bien loin d'une « moralisation du capitalisme » que Sarkozy entendait mener.

JFGaudoneix

FRANCE TELECOM AVOUE



Dumping ? Vous avez dit dumping ?

Avec la taxe carbone, la droite découvre le dumping environnemental !

«Le dumping environnemental menace nos emplois. Il serait absurde de taxer les entreprises françaises en donnant un avantage compétitif aux entreprises des pays pollueurs.» (Discours de Sarkozy)

Il serait bon de lui parler du dumping social qui ne menace plus les emplois puisqu'ils ont en partie disparu.

Inégalités mondiales

Petit rappel. En 2009 :

Les 20% les plus riches se partagent 86% du revenu mondial.

Les 20% les plus pauvres, se partagent 1.4% du revenu mondial.

Traquenard à l'hôpital

Récemment j'ai été embauchée par un hôpital avec un contrat précaire d'un an comprenant 2 mois d'essai. Je travaillais dans un secrétariat 20h par semaine. Un des maîtres mots de ce service était « dynamisme » : il fallait à tout prix se montrer dynamique. Comment y arriver quand il faut prendre ses marques petit à petit dans un milieu nouveau dans lequel il faut tout apprendre ou presque ? Mystère.... 2 personnes avaient été recrutées avant moi pour le même poste mais elles n'étaient pas restées car elles n'étaient pas dynamiques. Mine de rien je devais être mise au courant de beaucoup de choses à condition que quelqu'un veuille bien me mettre au parfum. Une des secrétaires était chargée de me former sur son temps de travail ce qui n'était pas évident. Ses collègues étaient agacées lorsque je commettais une erreur par

manque d'information ou de temps pour l'assimiler. Au bout de 3 matinées la chef du service est venue me voir. Elle ne m'a fait que des remarques désobligeantes et pour finir m'a reproché de ne pas être assez rapide. Devant ma figure sans doute déconfite elle m'a posé une pseudo-question : « vous n'avez pas l'air très motivée ? ». Bonjour l'ambiance. A partir de ce moment là j'avais de gros doutes concernant mon avenir dans cet établissement. La 2^{ème} semaine elle est revenue et nous a complimentées. Elle devait aimer souffler le chaud et le froid. La 3^{ème} semaine elle est apparue avec une expression du visage désolée pour me dire que j'avais rendez-vous avec la Directrice des Ressources Humaines. J'ai compris que j'étais virée mais elle a laissé à la DRH le soin de me l'annoncer sans préavis... C'est à vous dégoûter de chercher un emploi. En plus moi qui défend les services publics je me demande ce qui y font ce genre de personnes et de méthodes.

Marielle

L'Etat taxe les pauvres ? Une solution : Devenez riche !

